

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 13/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**STOEFFLER SAS**

Z.I. - BOULEVARD D'EUROPE - B.P 35

67210 OBERNAI

Code AIOT : 0056700494

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 dans l'établissement STOEFFLER SAS implanté Z.I. - BOULEVARD D'EUROPE - 67210 OBERNAI. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de la mise en service de l'installation et du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STOEFFLER SAS
- Z.I. - BOULEVARD D'EUROPE - B.P 35 - 67210 OBERNAI
- Code AIOT : 0056700494
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société exploite des ateliers de transformation de viande, produits de charcuterie, plats cuisinés...

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- produits chimiques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 57 et 61	/	Sans objet
2	Identification et localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Formation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	/	Sans objet
5	Etats des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
6	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.I	/	Sans objet
8	Disponibilités des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II alinéa 5	/	Sans objet
9	Gestion des incompatibilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II alinéa 7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu que l'exploitant transmette, dans un délai d'un mois, les éléments suivants :

- le plan de l'établissement avec la mention de risque et justifie de la signalétique mise en place pour chaque zone concernée ;
- la liste du personnel autorisé à accéder au local des installations d'ammoniac révisée ;
- le volume des rétentions de local des produits d'entretiens ;
- la justification de la séparation physique des acides et des bases situés dans le local de stockage des produits chimiques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accès et surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57 et 61
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 57 : Surveillance de l'installation</u> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.  <u>Article 61 : Contrôle des accès</u> L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre [...].
<b>Constats :</b> Les dispositions citées ci-dessus sont applicables, depuis le 01/07/2023, aux installations de l'exploitant.  L'établissement est équipé d'un système de vidéo-surveillance. L'accès au site est contrôlé par un

dispositif de badge.

Un protocole de sécurité est établi pour les livraisons de produits chimiques. Un exemplaire de ce document a été présenté à l'Inspection et n'appelle pas d'observation.

Les livraisons de produits chimiques sont réalisées en fonction des commandes et annoncées. L'exploitant précise que la formation des chauffeurs fait partie du cahier des charges de ses prestataires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Identification et localisation des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Risques accidentels, produits chimiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

### **Constats :**

Les dispositions citées ci-dessus sont applicables, depuis le 01/07/2023, aux installations de l'exploitant.

L'exploitant dispose d'un plan général de l'établissement. Ce plan ne comporte pas la mention des risques. Des panneaux signalant la typologie de risque ne sont pas physiquement présents à proximité des installations concernées.

Les zones de stockages des produits chimiques sont à accès limitées et contrôlées. Les consignes à observer sont affichées à l'entrée de chaque zone. L'exploitant s'est engagé à compléter le plan de l'établissement avec les éléments fixés à l'article ci-dessus et à mettre en place les pictogrammes correspondant à chaque zone.

### **Observations :**

L'exploitant transmettra, dans un délai d'un mois les éléments justifiant la mise à jour du plan et la mise en place de la signalétique adéquate.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...] - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; [...] - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de consignes. Lors de la visite des locaux, il a été constaté la présence des consignes au niveau de chaque local comportant un risque spécifique.  Par sondage, l'Inspection a vérifié les consignes en cas de déversement et en cas d'odeur suspecte. Les consignes sont affichées au niveau des zones concernées. Elles comportent les mesures à prendre, les numéros d'urgence... et n'appellent pas d'observation.  Il a été constaté lors de la visite que la liste du personnel autorisé à accéder au local des installations d'ammoniac n'est pas à jour.
<b>Observations :</b> La liste du personnel autorisé à accéder au local des installations d'ammoniac est à mettre à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées [...]

**Constats :**

L'exploitant précise que les personnels sont formés en interne au moins une fois par an et par un prestataire externe tous les trois ans.

Plusieurs thématiques sont abordées lors de ces formations y compris les produits chimiques. Le contenu de ces formations et le suivi des personnels formés ont été présentés. L'Inspection a consulté par sondage la fiche de présence de la formation externe, datée du 27/02/2023, 8 personnes ont suivi cette formation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : Etats des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, produits chimiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent [...].

**Constats :**

L'exploitant a présenté l'état des stocks des produits chimiques. Il dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des produits.

Les FDS des produits "BWTCS 1003MB" et "DEPTA MCL" ont été consultées par sondage. Les FDS ont respectivement été révisées aux dates suivantes : le 07/02/2016 et le 06/06/2022.

L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur l'ancienneté de la FDS du produit "BWTCS 1003 MB". Une nouvelle FDS révisée en date du 08/09/2022, a été présentée à l'Inspection au cours de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : Fiche de données de sécurité**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, produits chimiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...].

**Constats :**

Le produit DEPTA MCL est un biocide utilisé pour le nettoyage. Le produit concentré est présent uniquement dans le local de stockage des produits chimiques. Une centrale de distribution dilue ce produit et l'achemine sur les différents postes d'utilisation. Le produit est mis en oeuvre dans son contenant d'origine et placé sur rétention plastique. Le local est sprinklé.

Le produit BWTCS 1003 MB est utilisé dans les circuits de refroidissement des installations d'ammoniac. Il est stocké dans le local des installations d'ammoniac équipé d'extincteurs CO2.

Les conditions d'utilisation des produits n'appellent pas d'observation particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 7 : Rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, produits chimiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir «ou récipient associé» ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés «ou récipients associés».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des «récipients» ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des «récipients» ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

**Constats :**

Dans le local de stockage des produits d'entretien, les produits sont placés sur deux bacs rétention similaires accolés. Le volume de rétention disponible n'est pas indiqué et n'est pas connu de l'exploitant et n'a donc pas été vérifié lors de la visite.

Les produits stockés sont conditionnés en volume n'excédant pas 25 litres. Les produits stockés ne sont pas empilés et la quantité de produits ne semble pas disproportionnée au regard des bacs de rétention.

Deux bidons sont positionnés à cheval entre les deux bacs de rétentions. En cas de fuite sur un bidon, le produit pourrait s'écouler entre les deux bacs de rétentions. L'exploitant a déplacé les bidons au cours de la visite.

**Observations :**

L'exploitant s'assurera que le volume des bacs de rétention soit correctement proportionné par rapport aux produits stockés et que les produits soient associés à une seule rétention. Les justificatifs des actions menées seront transmises à l'Inspection dans un délai d'un mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---

**N° 8 : Disponibilités des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II alinéa 5
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, produits chimiques
---

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé.

<b>Constats :</b>
-------------------

Dans le local de stockage des produits chimiques, les rétentions sont en plastique, certains produits stockés sont corrosifs. Dans le local de stockage des produits d'entretien (lubrifiant, huile,...), les rétentions sont métalliques.

Pour les rétentions vérifiées le jour de la visite (essentiellement dans le local des produits chimiques et dans le local des produits d'entretien), elles sont vides et en bon état intérieur et extérieur. Les types de rétentions utilisés sont aux produits stockés.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---

**N° 9 : gestion des incompatibilités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II alinéa 7
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, produits chimiques
---

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

<b>Constats :</b>
-------------------

Dans le local de stockage des produits chimiques, les bases et les acides sont stockées sur des rétentions distinctes.

Les acides sont conditionnés en bidons empilés sur 2 étages et placés sur rétention. Des bases sont stockées dans les mêmes conditions sur une rétention distincte accolée aux acides.

Cette configuration présente un risque d'incompatibilité au vu de la proximité de stockages des 2 produits, en cas de basculement et de fuite d'un bidon.



Acide : bidons rouge – Base : bidons jaune

**Observations :**

Il est attendu que l'exploitant sépare plus distinctement les acides des bases et transmette les éléments justificatifs à l'Inspection dans un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

\*\*\*\*

